

# Écologie, luttes sociales et révolution. À propos d'un livre de Daniel Tanuro

dimanche 23 juin 2024, par [SEPULCHRE Douglas](#) (Date de rédaction antérieure : 21 juin 2024).

**Près de quinze ans après son ouvrage *L'impossible capitalisme vert* (Éditions La Découverte), Daniel Tanuro publie aux éditions La Dispute un nouveau livre, *Écologie, luttes sociales et révolution*, avec une préface de Timothée Parrique.**

Sommaire

- [« Ce que l'on sait »](#)
- [« Ce qu'il faut faire »](#)
- [Ouverture](#)

Ce livre se présente sous la forme de deux longs entretiens (menés par Alexis Cukier et Marina Garrisi) auxquelles correspondent autant de parties. Dans la première, intitulée « Ce que l'on sait », l'intellectuel et militant anticapitaliste belge propose une analyse globale de la catastrophe écologique. Dans la deuxième, intitulée « Ce que l'on peut faire », il discute de différentes pistes pour y faire face et dessine une stratégie de transformation écosocialiste.

Daniel Tanuro est un penseur central pour comprendre les crises écologiques de notre temps. Ses précédents livres, et plus particulièrement *L'impossible capitalisme vert*, ont participé à la diffusion d'une analyse marxiste non-dogmatique des dangers qui menacent les conditions de vie humaine et non-humaine sur notre terre. Pourtant, *Écologie, luttes sociales et révolution* est à part dans l'œuvre de l'auteur. Ici, son ambition est beaucoup plus large : d'abord parce qu'il se propose de porter un regard critique sur la plupart des débats qui animent les mondes intellectuels et militants de l'écologie sociale, ensuite et surtout parce qu'il consacre une partie plus grande que par le passé à interroger les stratégies de développement d'une conscience de classe écologique.

## « Ce que l'on sait »

Dans la première partie de l'ouvrage, l'auteur revient sur l'état actuel des connaissances portant sur la catastrophe écologique. Cela lui permet notamment de revenir sur une démonstration déjà développée dans *L'impossible capitalisme vert*, puis affinée dans *Trop tard pour être pessimistes !* : l'impossibilité de faire face à la grande catastrophe de notre temps sans la remise en cause du système capitaliste. On peut se réjouir qu'une telle démonstration paraisse moins révolutionnaire à notre époque et qu'une partie de la gauche se la soit appropriée. On peut en revanche se désoler du fait que plus de quinze ans après sa première formulation, celle-ci soit plus encore d'actualité et que, si la catastrophe climatique est déjà bien là, le cataclysme paraît plus que jamais proche.

Pour mener sa démonstration, l'auteur repart de la critique de Marx de l'économie politique et défend sa pertinence dans la compréhension des bouleversements écologiques. Une telle approche marxienne ne s'oppose pas à celle des courants de la décroissance qui ont montré comment la poursuite infinie de croissance est impossible dans un monde aux ressources limitées [1]. Au

contraire, la critique marxienne « fournit une explication matérialiste de la nature “croissanciste” du système » (p. 64). Elle permet de démontrer que le capital, comme rapport social d'exploitation visant le renouvellement permanent du profit, multiplie les marchandises et par conséquent encourage la logique de « produire plus » et « consommer plus » (p. 64).

La défense proposée par l'auteur d'une approche marxienne de la catastrophe écologique est fertile et n'est pas dogmatique. Celui-ci n'ignore pas les nombreux débats qui animent les milieux intellectuels et militants marxistes sur l'écologie présumée de Karl Marx. Il fait par ailleurs preuve d'un certain intérêt pour les recherches d'intellectuels (comme John Bellamy Foster et Paul Burkett ou plus récemment Kohei Saito) qui ont montré comment on peut trouver, dans l'œuvre de Marx, une pensée écologique.

L'auteur défend cependant que ces recherches témoignent parfois d'une approche trop apologétique de l'œuvre de Marx qui ne permet pas de traiter des nouveaux enjeux écologiques. Mais l'auteur ne cherche pas tellement à entrer dans ce débat, finalement assez exégétique, qui cherche à savoir, comme l'avait fait à l'époque Daniel Bensaïd, si Marx était un « ange vert » ou un « démon productiviste ». L'approche marxienne défendue par Daniel Tanuro cherche plutôt à mettre la critique marxienne du capitalisme au cœur de l'analyse de la catastrophe écologique.

Cette critique permet à l'auteur de porter un regard nuancé sur différents lieux de production du savoir écologique. L'auteur s'intéresse ainsi au GIEC dont il reconnaît l'importance en affirmant que ses publications « représentent la meilleure synthèse scientifique existante pour appréhender le basculement climatique » (p. 37). [Il n'en émet pour autant pas moins de fortes critiques](#) : on apprend que les États et leurs représentants interfèrent dans son fonctionnement (par la nomination de son bureau) mais également dans les publications (ils ont droit de regard sur les résumés publiés à l'intention des décideurs). Bien entendu, ces interventions visent à défendre les intérêts du capitalisme fossile. Mais surtout, l'auteur remarque que pour la majorité des membres du GIEC, il n'y a « pas de salut hors de la croissance du PIB - donc du capitalisme » (p. 41).

Cette croyance dans le caractère naturel et permanent du capitalisme explique ainsi pourquoi les politiques d'atténuation promues par le GIEC s'appuient si souvent sur des technologies (notamment d'émissions négatives), même lorsque leur efficacité n'est pas avérée. Pour le dire autrement et reprendre les mots de l'auteur, un « spectre techno-utopique hante toujours les débats » au sein du GIEC (p. 42). L'auteur constate malgré tout que des brèches se dessinent et que, parmi les scientifiques, le consensus capitaliste et croissantiste n'est plus aussi fort que par le passé. En témoigne la présence d'une série de « décroissant·es justes » ou « sociaux » au sein du GIEC.

L'approche marxienne défendue par l'auteur lui permet par ailleurs de porter un regard anthropologique fertile sur un autre lieu de production du savoir, non institutionnalisé cette fois-ci : les savoirs écologiques populaires traditionnels. L'approche marxienne aide à saisir un étrange paradoxe relevé par divers archéologues et anthropologues : pourquoi « le savoir écologique traditionnel, avec sa part de croyances et de magie » se serait-il montré « plus efficace que le savoir scientifique moderne » face à différentes catastrophes écologiques qui ont jalonné le cours de l'histoire (l'auteur mobilise l'exemple des populations indigènes de l'île de Pâques ayant fait face à des crises écologiques) ?

La raison serait, encore une fois, à trouver dans le développement du capitalisme. Celui-ci a dépossédé les classes populaires de savoirs écologiques développés et transmis sur de nombreuses générations. La révolution industrielle et le développement des manufactures puis des usines ont transformé les travailleur·es en « appendices des machines, sans vision d'ensemble sur l'activité productrice » (p. 54). Le travail, comme activité qui engage l'extraction et la transformation de la matière et de l'énergie et par laquelle l'humanité règle son rapport à la nature, est devenu opaque et

les classes populaires ont perdu tout contrôle dessus. La nature est désormais aux mains du capital avec toute l'irrationalité que cela comporte (concurrence, innovation, secret des affaires) et les dangers que cela suscite.

### **« Ce qu'il faut faire »**

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, l'auteur discute de différentes stratégies en cherchant à répondre à la question de « ce qu'il faut faire ». En ce sens, ce livre de Daniel Tanuro est d'autant plus important qu'il y développe de manière plus aboutie des réflexions stratégiques.

Commençons déjà par dégager avec l'auteur les fausses pistes. Il en distingue principalement trois : le capitalisme vert, l'écofascisme et le technosolutionnisme. Bien entendu, le capitalisme vert ne peut pas se présenter comme une solution, l'auteur présentant d'ailleurs ce concept comme un oxymore tant « il n'y a aucune compatibilité entre la dynamique intrinsèque d'accumulation du capital et la gestion rationnelle des échanges de matière, à la fois au sein de la société humaine et entre celle-ci et le reste de la nature » (pp. 83-84).

Ainsi, l'ensemble des nouvelles activités dites « vertes » (le développement de la filière de l'hydrogène, l'économie circulaire, etc.) ne constituent dans le fond que de nouvelles sources de profit et ne peuvent en aucun cas répondre à la catastrophe écologique en cours. Par ailleurs, le capitalisme vert s'inscrit dans une logique impérialiste marquée par la compétition pour l'accès à de nouvelles ressources, le plus souvent situées dans le Sud global (lithium, etc.).

L'écofascisme, comme projet autoritaire, raciste, anti-migratoire et malthusien, ne peut pas non plus, cela va de soi, être présenté comme une solution. L'auteur ne pense cependant pas qu'il constitue une menace immédiate et doute de la capacité actuelle de l'extrême-droite à mobiliser certains secteurs des classes populaires contre des minorités au nom de l'écologie. L'actualité le montre par ailleurs assez bien : l'extrême-droite, que ce soit en Argentine (Javier Milei), aux Pays-Bas (Geert Wilders) ou aux États-Unis d'Amérique (Donald Trump) cherche davantage à mobiliser les classes populaires contre l'écologie, en jouant principalement sur les contradictions du capitalisme vert.

On se rend d'ailleurs bien compte de l'impasse suscitée par le capitalisme vert : au-delà du fait qu'il ne fonctionne pas [2], ils « donne du grain à moudre » aux revendications antiécologiques de l'extrême-droite qui « exploite démagogiquement les conséquences antisociales » de telles politiques (p. 100).

Enfin, l'auteur s'adresse à son « camp social » en évoquant le technosolutionnisme, c'est-à-dire la croyance que la catastrophe écologique peut être résolue par l'usage de certaines technologies (développement massif de nouvelles énergies décarbonées, technologies d'émissions négatives de carbone, etc.). Il affirme qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que les capitalistes se tournent vers cela dans la mesure où la foi en la technologie constitue « la seule réponse compatible avec la dynamique d'accumulation » (p. 101).

Pourtant, l'auteur met en garde celles et ceux parmi les marxistes qui croient que les technologies, dès lors qu'elles échapperaient aux logiques du marché et de la concurrence, régleraient le problème. Le développement de ces nouvelles technologies, avance l'auteur, nécessiterait une grande quantité d'énergie. Même le passage vers des énergies renouvelables serait hautement énergivore et entraînerait à lui seul une hausse brutale des émissions de CO<sub>2</sub>. L'auteur défend donc que, si un recours raisonné à la technologie doit être défendu, une politique écologique et sociale ne pourra pas faire l'impasse sur une baisse radicale de la production et de la consommation :

---

**« Il est vrai que les technologies numériques et les nouveaux matériaux offrent de grandes possibilités, mais, justement, nous en avons bien assez pour arrêter la catastrophe, à condition de rompre avec l'accumulation. Les solutions sont politiques, pas technocratiques : supprimer les productions et les consommations inutiles, lutter radicalement contre les inégalités sociales, assurer une participation démocratique aux décisions. L'urgence absolue ne laisse pas d'autre voie réaliste » (p. 101).**

---

Puisque ni le capitalisme vert ni le technosolutionnisme de gauche ne sont des solutions et qu'il convient de « supprimer les productions et les consommations inutiles », se pose la question suivante : comment y parvenir ? Sur quels secteurs de la population s'appuyer ? L'auteur trace un spectre sur lequel se positionnent, à chacune de ses extrémités, deux perspectives, toutes les deux intenable selon lui. À une extrémité, on retrouve celle d'intellectuels comme Bruno Latour ou Nikolaj Schultz pour qui la classe ouvrière a été constituée par un imaginaire productiviste et ne peut être le sujet du défi écologique.

Selon ces derniers, qui méconnaissent passablement ce qu'est une classe sociale qui est davantage qu'un construit social ou politique, il s'agit de construire une nouvelle classe écologique qui mènerait le combat contre la catastrophe. Daniel Tanuro n'évoque pas Andreas Malm qui, bien qu'il se réclame être un adversaire de Bruno Latour, témoigne d'une méfiance presque aussi forte vis-à-vis du monde du travail. Pour ce dernier, la classe ouvrière est beaucoup trop associée au compromis productiviste du vingtième siècle et engluée dans la quête du partage des fruits de la croissance. Ainsi, dans la stratégie de « léninisme écologique » qu'il développe, Andreas Malm n'octroie aucun rôle au monde du travail : tout le combat se jouerait entre d'une part des activistes très politisés et partisans de l'action directe, voire du sabotage, et d'autre part l'État [3].

À l'autre bout du spectre, on retrouve une stratégie dessinée par le géographe états-unien Matthew Huber. Pour ce dernier, la classe ouvrière reste, et encore plus en temps de catastrophe écologique, le sujet révolutionnaire par excellence. L'auteur ne s'oppose pas à cette idée. La catastrophe écologique (ou son évitement) est avant tout déterminée par des choix de production faits par une minorité capitaliste. Ainsi, lutter contre la catastrophe reviendrait à permettre à la classe ouvrière de s'approprier les moyens de production, puis de s'assurer que celle-ci prenne les bonnes décisions pour ne plus nuire.

Selon Daniel Tanuro, une telle approche est pertinente dans la mesure où elle reconnaît au monde du travail une forme de centralité. Cependant, défend l'auteur, Matthew Huber ne cherche pas à « aider le monde du travail à rompre avec la stratégie syndicale traditionnelle du partage des "fruits de la croissance", qui enferme les travailleurs et des travailleuses dans un cadre productiviste et bouche toute perspective politique » (p. 109). Autrement dit, Matthew Huber ne propose pas de stratégie pour développer une conscience de classe qui prendrait acte des contraintes écologiques. Nous ne pouvons que rejoindre la critique formulée par Daniel Tanuro : les consciences de classe ne naissent pas spontanément et c'est bien le rôle d'une organisation politique (ou syndicale) que de

développer de nouvelles identités.

En palliant aux faiblesses de l'approche de Matthew Huber, l'auteur propose ensuite de réfléchir au développement d'une conscience écologique de classe, mais aussi aux différents obstacles qui s'opposent à son développement. Il identifie deux principaux éléments qui font obstacle à sa formation. Le premier résulte du fait que la force de travail appartient au capital (qui l'achète) et en dépend donc pour garantir sa reproduction. Il va de soi qu'un·e ouvrier·e de la pétrochimie qui, comme les jeunes diplômé·es d'AgroParisTech, prendrait la décision de « bifurquer », n'aurait plus de quoi se nourrir.

Le deuxième obstacle, plus subtil, est le résultat du développement du capitalisme et plus singulièrement de la révolution industrielle, dont on sait qu'elle a profondément déqualifié les travailleur·es. En les dépossédant de leurs savoirs, ils et elles ont perdu pratiquement toute prise sur les choix de production. Ces éléments, avance l'auteur, « entraînent une énorme difficulté à penser une autre société non pas seulement comme utopie abstraite, mais comme projet concret » (p. 112).

Ces obstacles ayant été identifiés, mais aussi après avoir réfléchi à différents points faibles du capitalisme, l'auteur propose une stratégie en vue du développement d'une conscience écologique de classe. Il précise qu'il ne s'agit que d'hypothèses et que toute hypothèse peut être corrigée. Cette dernière partie de l'ouvrage est plus discutable, tant les hypothèses avancées peinent à être étayées par des exemples concrets.

Cependant, il serait difficile d'en tenir rigueur à l'auteur puisque les recherches qui portent sur l'articulation entre les mondes du travail et les préoccupations écologiques sont encore relativement récentes. Il manque encore à ce stade une série d'études empiriques qui pourraient nourrir des stratégies écosocialistes. Néanmoins, Daniel Tanuro propose d'œuvrer au détachement du mouvement ouvrier du productivisme en s'appuyant sur différents éléments.

D'une part, il conviendrait d'adresser une attention tout particulière au secteur de la reproduction sociale (du « *care* ») dans lequel « le travail a une dimension relationnelle » (santé, transports publics, soins aux personnes, etc.) (p. 117). Celui-ci constitue selon l'auteur un terrain fertile à la mobilisation : il est difficilement délocalisable, majoritairement féminin, précaire et racisé. En son sein, « l'idée du *prendre soin* pourrait constituer le fil rouge d'une rupture ouvrière avec le productivisme » (p. 117). L'auteur avance que les luttes antiracistes, écologistes, paysannes, etc., qui convergeraient sur la question du « prendre soin » devraient chercher à mettre la question environnementale au cœur de la conflictualité.

D'autre part, l'auteur encourage à multiplier les échanges entre écologistes, syndicalistes, etc. pour « préparer les consciences en amont d'une grande crise politique et sociale » (p. 129). On ne peut que rejoindre l'auteur qui, en se référant à un texte de Lénine qui souligne les « préjugés » ou « fantaisies réactionnaires » de certain·es exploité·es, nous rappelle combien la « lutte contre l'hégémonie idéologique de la classe dominante » est « un processus compliqué, inégal, chaotique de formation du sujet » qui passe par le débat et la confrontation (pp. 115-116). L'auteur encourage donc la multiplication des échanges avec le monde du travail, notamment par l'intervention au sein des formations syndicales.

La construction d'un nouveau sujet ouvrier en rupture avec le productivisme doit servir, selon l'auteur, à un projet révolutionnaire auquel l'intellectuel et militant anticapitaliste n'a pas renoncé. Pour cela, il s'appuie toujours sur la méthode « transitoire » développée par Léon Trotski. Cette méthode permet de « jeter un pont » entre des « revendications immédiates » et le projet d'une société socialiste. Elle est actualisée par l'auteur qui propose de l'adapter aux contraintes écologiques de notre temps et de la soumettre à de nouvelles exigences, telles que la décroissance

juste.

Bien entendu, un tel programme [4] s'inscrit en rupture profonde vis-à-vis de l'état actuel de conscience des opprimé·es de la planète. Mais l'auteur défend que ce que la « situation commande ne peut pas être adopté d'emblée par les classes populaires, mais doit cependant faire partie du programme » (p. 140).

## Ouverture

Le dernier livre de Daniel Tanuro est inestimable. D'une part parce qu'il offre un condensé de dizaines d'années de recherche et d'expérience de l'auteur et propose un regard critique sur la catastrophe écologique en cours. D'autre part, parce que, plus qu'auparavant, l'auteur s'engage dans des réflexions stratégiques pour arracher le monde du travail au productivisme et construire un nouveau sujet révolutionnaire qui prendrait acte des contraintes dont on ne peut se défaire : la diminution globale de la consommation de matière et d'énergie.

Les deux principales pistes développées (s'appuyer sur le secteur de la reproduction sociale avec la stratégie du « prendre soin » et multiplier les confrontations et échanges en vue de la construction d'une nouvelle hégémonie) sont riches. Elles ouvrent la voie à des recherches en sciences sociales qui devraient pouvoir les éprouver par le biais d'enquêtes empiriques. Je propose ici une troisième piste que l'auteur ne mentionne pas. La catastrophe est déjà en cours et donne lieu à de nombreux évènements climatiques extrêmes qui, eux aussi, génèrent des mobilisations. Ainsi, au Cambodge, des moussons particulièrement violentes en 2013 et 2014 ont fragilisé les récoltes des paysan·nes [5]. Les mauvaises récoltes ont également affecté les travailleur·es du textile dans les centres urbains puisque ces dernier·es sont engagés dans des rapports d'interdépendance avec leurs familles, restées à la campagne (par des soutiens financiers, matériels, etc.). Elles ont donc donné lieu à de fortes mobilisations ouvrières portant sur l'amélioration de leur rémunération, pour pallier justement au manque de ressources des parents en milieu rural. Si ces grèves prennent place sur le lieu de travail, elles s'ancrent déjà dans des contextes de catastrophe climatique. Ce terrain est d'autant plus fertile pour que les revendications dépassent les murs de l'usine ou de la fabrique et s'étendent à la préservation des conditions de vie sur la planète.

## **Douglas Sepulchre**



---

## P.-S.

• Contretemps. 21 juin 2024 :

<https://www.contretemps.eu/ecologie-luites-sociales-revolution-tanuro/>

---

## Notes

[1] La préface du livre, rédigée par l'économiste et théoricien de la décroissance Timothée Parrique, témoigne d'ailleurs du rapprochement opéré entre les écosocialistes et les partisan·es de la « décroissance juste ».

[2] Dans le cadre de la lutte contre le dérèglement climatique par exemple, dans la plupart des pays, les émissions de CO<sub>2</sub> ne sont pas décorrélées de la croissance. Et dans les cas où elles le sont, c'est à un rythme bien trop lent et/ou de façon bien trop timide pour garantir le respect de l'accord de Paris.

[3] Malm, A., *Comment saboter un pipeline ?*, Paris, La fabrique, 2020.

[4] La Quatrième internationale, courant politique auquel appartient l'auteur, a depuis publié le [\*Manifeste du marxisme révolutionnaire à l'ère de la destruction écologique et sociale du capitalisme\*](#).

[5] Lawreniuk, S., « Climate change is class war : Global labour's challenge to the Capitalocene », dans Natarajan N., Parsons L. (dir.), *Climate Change in the Global Workplace*, London, Routledge, 2021, pp. 172-188.